

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLES
2024-004**

**RÈGLEMENT DE LA
CONSULTATION**

OBJET DE LA CONSULTATION

Marché public passé en procédure adaptée

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-1 de Code de la commande publique

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour un projet de réhabilitation d'un
bâtiment en tiers-lieu et mise aux normes E.R.P**

Étude de programmation

DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES

Le vendredi 8 novembre à 12H00

ACHETEUR PUBLIC

Commune de Saint Armel
14 rue de la Marie
35230 SAINT ARMEL
SIRET : 21350250300013

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

(Article L.2123-1 du Code de la commande publique)

ACHETEUR**Le pouvoir adjudicateur :**

Commune de Saint-Armel

14 rue de la Mairie

35230 SAINT-ARMEL

Tél : 02.99.62.71.58

Mail : accueil.mairie@saint-armel-35.fr

Représenté par Madame Morgane MADIOT, Maire

1 OBJET DE LA CONSULTATION**1.1 OBJET DU CONTRAT**

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Mission d'AMO et d'étude de programmation pour un projet de réhabilitation d'un bâtiment en tiers-lieu et mise aux normes E.R.P**Les missions sont précisées au sein du cahier des charges valant CCAP et CCTP.****Compétences attendues :**

- Assistance à maîtrise d'ouvrage / programmation
- Economie de la construction, et notamment en matériaux biosourcés
- Accompagnement sur l'octroi de subvention
- Spécialiste établissement recevant du public
- Expérience dans la conduite de concertation

1.2 PROCEDURE DE PASSATION

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

L'ensemble des pièces du marché se réfère au CCAG-PI 2021.

2 DISPOSITIONS GENERALES**2.1 DECOMPOSITION DU CONTRAT**

2.1.1 Lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

2.1.2 Tranche

Les prestations comprennent une tranche optionnelle.

2.2 DUREE DU CONTRAT – DELAI D'EXECUTION

Délai d'exécution : 6 mois

Date prévisionnelle de début de marché : 2 décembre 2024

Fin de la phase programmation : Mars 2024

Consultation MOE : Avril 2025

Notification MOE : Fin mai – début juin 2025

Date prévisionnelle de début de marché MOE : Mi-juin 2025

2.3 MODALITES DE FACTURATION

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la Commune de Saint-Armel (SIRET) : 21350250300013
- Code service : FACTURES_PUBLIQUES

2.4 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Les groupements sont autorisés.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte pour la part des prestations réalisées par lui.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

2.5 SOUS-TRAITANCE

Selon les articles R2193-1 et R2193-21 du code de la commande publique, le titulaire pourra sous-traiter certaines prestations.

2.6 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.7 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation s'effectue par voie dématérialisée sur la plateforme : <http://www.e-megalisbretagne.org>

Le candidat téléchargeant de façon anonyme ne pourra pas avoir les mises à jour éventuelles de document en cas de modification par le maître d'ouvrage. Il assume alors l'entière responsabilité d'une remise d'offre non conforme.

Documents fournis au candidat :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- Le cahier des charges valant CCAP et CCTP
- Le CCAG Prestations intellectuelles (non fourni)

3 PRESENTATION DES PROPOSITIONS

3.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

La proposition du candidat comporte les documents suivants :

- L'acte d'engagement complété et ses annexes (désignation des co-traitants et DPGF) au sein desquels sera détaillée l'offre financière correspondra au coût de la prestation dans son ensemble, faisant apparaître la charge de travail, les coûts journaliers du (ou des) intervenant(s), les frais de déplacements, de mesures et les éventuels frais annexes ;
- Le formulaire DC1 portant lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants ; ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr ;
- La déclaration du candidat DC2 ; ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr ;
- Les DC1 et DC2 peuvent être remplacés par le DUME ;
- Assurance pour les risques professionnels ;
- Mémoire technique composé de :
 - Une note méthodologique détaillée
 - Une présentation des qualifications et de l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché public, notamment sur l'accompagnement de projets avec des matériaux biosourcés
 - Une note de compréhension de la problématique et du contexte du projet
 - Une note de présentation de la méthode de concertation envisagée

- Les références spécifiques sur des équipements similaires comportant pour chacune d'elles le nom du maître d'ouvrage, l'importance, la complexité de l'opération, l'année de réalisation, le montant de la rémunération (en l'absence de références en adéquation avec l'objet du marché, le candidat pourra par tout moyen à sa convenance justifier de ses capacités)
- Planning

3.2 **CONDITIONS D'ENVOI DE L'OFFRE**

Les plis concernant les offres devront être transmis par voie électronique à l'adresse : <http://www.e-megalisbretagne.org>

L'envoi au format électronique se fait par le biais du profil d'acheteur :

Pour la transmission de leurs offres, les candidats devront respecter les formats informatiques suivants : *.xls, *.doc, *.pdf, *.jpg. Le non-respect de cette prescription entraîne l'irrecevabilité du pli.

Tout fichier informatique transmis par voie électronique comportant un virus détecté lors de l'ouverture des plis entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Le candidat en sera alors informé par email.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un antivirus avant envoi.

Les versions des fichiers doivent être identiques à ceux des documents constituant le DCE fourni par la collectivité. Le mode de transmission électronique choisi par l'entreprise, doit permettre au maître d'ouvrage d'ouvrir les pièces sans le concours du candidat.

La transmission des offres fait l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent du site loué par le maître d'ouvrage. Les candidats acceptent explicitement le système d'horodatage proposé.

Selon les articles R2151-1 et R2151-6 du code de la commande publique, la date limite de réception des offres est fixée au **08/11/2024 à 12h00**.

4 JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Le jugement des propositions sera effectué selon les critères suivants :

Critères d'attribution des offres

- **Mémoire technique (valeur technique et qualitative de l'offre) : 60 %**
 - Références (travail collaboratif avec d'autres cabinets et acteurs, expérience sur des projets similaires et intercommunaux) : 20 %
 - Méthodologie (adaptabilité et souplesse du projet et planning) : 20 %
 - Compréhension de la problématique et du contexte : 20 %
- **Prix : 40 %**

Après ouverture des plis, et selon les articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, l'élimination des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables sera possible après une potentielle régularisation dans le cas où la négociation a été ouverte.

Selon les articles R.2152-6 à R.2152-12 du code de la commande publique, le marché sera attribué à l'offre la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

- Valeur technique : 60 points
- Coût : 40 points

Il est précisé qu'il pourra être demandé au candidat susceptible d'être retenu définitivement, durant la phase d'analyse des offres, tout document complémentaire permettant de justifier le respect de l'ensemble des pièces constitutives

5 ANALYSE DES OFFRES

1. Auditions

A l'issue de l'ouverture des plis, le pouvoir adjudicateur pourra auditionner certains candidats dans le but de préciser la teneur de leur offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de compléter leurs pièces de candidature.

2. Négociation

Après analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats ayant fait les propositions les plus intéressantes selon les dispositions des articles R.2124-3 et R.2124-4. Les négociations pourront porter sur les prix ou l'offre technique des candidats. Les candidats en compétition seront contactés pour les modalités d'organisation de la négociation.

A l'issue de la négociation, les candidats produiront un document écrit détaillant les modifications apportées à leur offre. Ce document sera annexé à l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

3. Visite des lieux

Les candidats devront visiter les lieux d'exécution du marché en sollicitant un rendez-vous auprès du responsable des services techniques :

M. Didier ROULLIER : 06.64.71.20.14

A l'issue de la visite des lieux, il leur sera délivré un bon de visite.

4. Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser les questions sur la plateforme MEGALIS, au plus tard dix jours avant la date limite de remise des offres.

6. Voies de recours

En cas de conflit qui n'aurait pas été réglé à l'amiable par les deux parties, il sera fait appel à la juridiction compétente sur le lieu d'exécution du marché, à savoir, le Tribunal Administratif de Rennes.